

« Le modèle grenoblois a inspiré l'idée de pôle de compétitivité »

Christophe Ferrari, président de Grenoble-Alpes Métropole, et Magali Talandier, chercheuse, analysent le rôle des universitaires dans leur ville

ENTRETIEN

Christophe Ferrari, président de Grenoble-Alpes Métropole, et Magali Talandier, chercheuse-professeure en urbanisme et aménagement du territoire à l'université Grenoble-Alpes, témoignent des liens étroits et anciens qui existent sur leur territoire entre chercheurs et gouvernance locale.

Parmi les villes choisies pour incarner les « capitales vertes » de l'Europe, Grenoble-Alpes Métropole est la première à s'être dotée d'un conseil scientifique. Pourquoi ?

Christophe Ferrari : Parce que la question de l'environnement et des transitions écologiques est avant tout une question scientifique. C'est certes aussi un sujet politique, mais les orientations politiques doivent s'appuyer sur des travaux de recherche. L'écologie relève de la science, elle n'est pas un dogme.

Magali Talandier : Avec cette proposition faite en 2019 par le

président de la métropole, le maire de la ville et le président de l'université de l'époque, l'idée était d'avoir une sorte de GIEC local, un groupe de chercheurs qui veillent sur l'impact des politiques publiques en matière d'environnement et de transition. Ce conseil scientifique a ensuite été mandaté pour accompagner le projet « Capitale verte » et aussi le plan Climat, air, énergie de la métropole.

Ce lien entre recherche et action publique est-il nouveau ?

M. T. : Non. L'articulation entre la recherche, l'industrie et la gouvernance locale est ancienne à Grenoble. Cela fait partie de son ADN. Depuis longtemps, ce territoire s'inscrit dans une logique de clusters d'entreprises et de laboratoires de recherche qui travaillent ensemble et génèrent des innovations. On a d'ailleurs coutume de dire que le modèle grenoblois a inspiré l'idée de pôle de compétitivité. Ce lien entre industrie et recherche embarque la gouvernance locale, car ces innovations sont aussi à l'origine de projets

structurants pour le territoire. Sans compter que bien des élus sont issus du milieu scientifique.

Grenoble est un laboratoire à ciel ouvert à double titre, d'abord parce que la collectivité fait appel aux travaux des chercheurs afin d'avoir des résultats scientifiques sur des sujets qu'elle juge prioritaires, mais aussi parce que de nombreux scientifiques prennent ce territoire comme terrain d'expérimentation pour leurs recherches.

C. F. : Le programme Popsu (plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines) auquel nous participons est une illustration de cette hybridation. Depuis longtemps, nous cofinancions des thèses qui nous permettent de développer une réflexion sur la base d'éléments locaux. Éléments qui améliorent notre compréhension des phénomènes du territoire. La recherche nous permet de sortir des faux débats et de débattre des vrais sujets.

Cet apport de la recherche conduit-il à approcher différemment l'action publique ?

C. F. : Les chercheurs nous apportent à la fois la contradiction et des éléments qui nous permettent de corriger et d'enrichir nos politiques publiques. Ils peuvent aussi faire émerger des approches qui n'étaient pas du tout dans le « scope » métropolitain et sur lequel il faut pourtant avancer. Par exemple, le programme de recherche MobilAir, qui a identifié le nombre de morts prématurées dues à la mauvaise qualité de l'air, nous a permis d'objectiver le débat et ainsi d'accélérer toute notre stratégie Air.

Les élus peuvent être convaincus de certaines choses, mais lorsqu'ils se confrontent à la démonstration du scientifique, ils s'acculturent avec la réalité des sujets. La question de la santé publique est ainsi devenue un sujet non contesté. C'est ce qui nous a conduits à étendre la zone à faibles émissions (ZFE), mise en place en 2018 sur dix communes, aux vingt-sept de la métropole, toutes sensibilités politiques confondues. Ou encore à développer l'offre de location et les aides à l'achat de vélo électrique,

qui n'étaient pas dans nos priorités mais se révélaient par la recherche être un outil utile pour accélérer les changements de mobilité. De même, le fait de découvrir que 45 % des particules dans l'air de Grenoble, et même 70 % en hiver, étaient dues au chauffage non performant nous a conduits à augmenter la prime Air Bois et à équiper des foyers d'analyseurs de particules, pour les sensibiliser et les convaincre de changer de mode de chauffage.

M. T. : Un autre exemple est le travail d'enquêtes dans les quartiers sensibles qui a donné naissance à l'idée de se doter, en 2012, d'un indicateur de bien-être [*soutenable et territorialisé*], iBEST. Cet indicateur, renouvelé tous les quatre ans, permet d'accompagner l'action publique avec d'autres outils d'analyse que les indicateurs habituels quantitatifs sur l'emploi, le revenu...

Quelle est la place des citoyens dans cette dynamique ?

M. T. : Les liens entre les chercheurs et le milieu associatif sont

nombreux et, là encore, anciens. Mais la labellisation « capitale verte » nous fournit une occasion exceptionnelle de partager la recherche avec le plus grand nombre. Chaque mois, sur un thème donné, le conseil scientifique propose un partage des savoirs lors de conférences, mais aussi dans des formats plus originaux comme des pièces de théâtre, des expositions photo, des déambulations urbaines.

En passant par des approches sensibles, on espère attirer un public plus large, mais aussi le toucher en faisant passer les messages de façon moins anxiogène, moins négative, moins péremptoire.

C. F. : Nous sommes aussi en train de mettre en place une convention citoyenne pour le climat, qui sera pilotée par un comité scientifique. Et nous construisons un centre de sciences, un lieu dédié à la rencontre entre les scientifiques et les citoyens qui permettra au public de s'initier aux sciences de la Terre, de l'Univers et du climat. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. V. E.